

Les conseils régionaux de Champagne-Ardenne s'inquiètent de l'austérité frappant les TER

FR3 Lorraine Publié le 27/05/2013 | 14:28

Onze Conseils Régionaux de toute la France ont mis en garde dimanche contre d'éventuelles coupes budgétaires en 2014 qui menaceraient le maintien et le développement du transport ferroviaire régional de voyageurs.



© France 3 Champagne-Ardenne

Le maintien du service public de transport express régional (TER) "n'est même plus assuré aujourd'hui du fait des gels de crédits et des transferts mal compensés d'hier et des nouvelles contraintes financières imposées actuellement par l'Etat aux collectivités territoriales accentués en 2014 par une diminution des dotations de l'Etat de 1,5 milliard d'euros", s'inquiètent ces onze régions, représentées par leur vice président en charge des transports. Alors que "le système ferroviaire français va connaître une transformation historique", ils appellent à "une réflexion renouvelée sur sa dette, son financement et son organisation", sans quoi cette mutation "risque d'être caractérisée par le repli alors que tout milite en faveur du développement", plaident les signataires, qui sont tous de gauche. Ils se joignent à l'Association des Régions de France pour proposer "l'instauration d'un versement transport régional qui permettrait de mobiliser 800 millions d'euros", alignant ainsi le transport ferroviaire régional sur le transport public urbain. Les responsables proposent également "la création d'un livret d'épargne sur le même principe que le livret A pour mobiliser l'épargne populaire afin de moderniser et développer les infrastructures ferroviaires". Ils suggèrent encore "l'instauration d'un prélèvement sur les bénéfices des sociétés autoroutières, dédié au financement du TER", ainsi que "la mise en place d'un pôle public bancaire" au service du système ferroviaire. Les 11 signataires, qui représentent la moitié des conseils régionaux de métropole, sont en charge des transports des régions Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Haute-Normandie, Lorraine, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire et Picardie.

22 nov La SNCF peut-elle faire dérailler la France ?

★★★★★ Note 2.86/5 (327 votes)

Posté par CG, 22-11-2012 à 17:54 | Commenter | Voir commentaires | nb: 3

La situation de RFF et de la SNCF impactent la France à un tel niveau que les agences de notation sont très attentives aux décisions qui seront prises pour restructurer le ferroviaire Français. Les engagements de l'Etat cumulés aux engagements des Régions de France donnent une image assez fidèle du niveau d'endettement généré par des tergiversations de gestion sur un outil ferroviaire qui devrait être parti prenante aux gains de productivité qu'attend notre économie.

Intermodalite.com © 27 Mai 2013

20 mars TER : Les Régions de France ont trouvé leur courage en Lorraine

Dès le mois de Mars, Intermodalite.com mettait en avant le courage du Conseil Régional de Lorraine qui attirait l'attention sur le blocage budgétaire dans le financement des TER SNCF. Cette prise de conscience entraîne aujourd'hui une solidarité interrégionale car la clairvoyance Lorraine a permis aux autres autorités territoriales de réagir. Patrick Hatzig, vice-président du conseil régional chargé des transports a jusqu'ici eu la persévérance et le courage pour susciter cette prise de conscience collective.

12 déc Le ferroviaire peut-il faire dérailler Midi Pyrénées ?

★★★★★ Note 2.76/5 (353 votes)

Posté par intermodalite.com, 12-12-2012 à 17:23 | Commenter | Voir commentaires | nb: 6

Aujourd'hui, même Midi-Pyrénées qui s'est voulu le modèle du développement de ses TER avec un plan rail d'un niveau budgétaire exceptionnel, sans remettre sa politique en question, admet que ses engagements ferroviaire ne pourront assurer l'avenir dans les conditions financières actuelles. Charles Marziani, Vice Président de la Région Midi Pyrénées et à charge des transports admet aujourd'hui que les prestations de la SNCF ne peuvent être assumées sans appel à de nouveaux outils de financement. Ces outils, qui vont encore peser sur la fiscalité et majoritairement sur celle des entreprises, interpellent. Elle sera sans aucun doute le prétexte aux contributeurs à regarder le contenu des décisions qu'ils sont appelés à financer en raison de l'imprévoyance des décideurs sur les programmes déjà engagés.

Les onze signataires, qui représentent la moitié des conseils régionaux de métropole, sont Jean-Michel Bodin (Centre), Daniel Beurdeley (Picardie), Gilles Bontemps (Pays de la Loire), Luc Bourdige (Auvergne), Patrick Hatzig (Lorraine), Gérard Lahelec (Bretagne), Noël Levilain (Haute-Normandie), Pierre Mathieu (Champagne-Ardenne), Jean-Paul Pinaud (Bourgogne), Charles Marziani (Midi-Pyrénées) et Pierre Mouraret (Basse-Normandie).

Cette prise de position des Conseils Régionaux est d'actualité car le Ministre délégué aux Transports Frédéric Cuvillier devrait communiquer son projet de réforme ferroviaire devant le conseil des ministres mercredi 29 mai. La veille, Jean-Marc Ayrault devrait la présenter aux syndicats, cette réorientation pour le rail français est très surveillée.

14 mai Réorganisation ferroviaire : Un simple bruit de fond ?

★★★★★ Note 3.19/5 (32 votes)

Posté par CG, 14-05-2013 à 15:44 | Commenter | nb: 0

Si les décisions dont découlera la nouvelle organisation ferroviaire nationale ne sont pas claires et n'apportent pas de vraies mesures de gestion pour remettre toutes les activités ferroviaires dans le sens de l'histoire, **il en sera alors terminé de la crédibilité plus globale du pays et de ses politiques de réformes en général.** Les cheminots ont la capacité et le courage de relever le challenge, ils n'attendent que cela, c'est aux dirigeants de leur en donner les moyens.